

Bilan du gouvernement «3»

La preuve par les chiffres

● La comparaison des indicateurs macroéconomiques du Maroc entre 2012 et 2016 permet d'apprécier largement le bilan du gouvernement en ce domaine. Les chiffres ne disent certes pas tout mais l'Exécutif met également en avant d'autres réalisations à son actif, mais qui souffrent de certaines critiques. En chiffres, le bilan du mandat de Benkirane en termes de macro-économie.

Climat des affaires : Le grand bond en avant

Entre 2012 et 2015, le Maroc a gagné 21 places dans le classement Doing Business de la Banque mondiale. Pour le gouvernement, il s'agit d'un saut tant quantitatif que qualitatif qui témoigne des efforts déployés en matière d'amélioration du climat des affaires. L'Exécutif ne tarit pas d'éloges à cet égard pour vanter les mesures prises en matière de promotion de bonne gouvernance et de facilitation des procédures. Du reste, c'est sur cet aspect que le FMI a tenu à féliciter dernièrement les autorités pour la dynamique enclenchée. «Malgré une conjoncture mondiale et régionale difficile, le Maroc a considérablement avancé dans la réduction des vulnérabilités budgétaires et extérieures», a estimé l'institution dans son dernier rapport d'évaluation de la situation économique nationale, publié au début de ce mois d'août. Le FMI tout comme le gouvernement mettent cette «solidité des fondamentaux de l'économie marocaine sur le compte de l'amélioration du climat des affaires». De ce fait, «la poursuite des réformes destinées à améliorer le climat des affaires, la compétitivité et les politiques du marché du travail seront essentielles pour relever la croissance potentielle, réduire le chômage qui ne cesse d'être élevé, particulièrement chez les jeunes, et accroître

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE (2012-2016)

	UNITÉ DE MESURE	2012	2016 (PRÉVISIONS)
DÉFICIT BUDGÉTAIRE	EN % PIB	-7,2	-3,5
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	EN MILLIARDS DE DH	51	61
DÉFICIT COMMERCIAL	EN % PIB	-23,8	-15,5
DÉFICIT DU COMPTE COURANT	EN % PIB	-9,7	0
RÉSERVES DE CHANGES	EN MOIS D'IMPORTATION	4	7,5
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	EN MILLIARDS DE DH	32	39
ARRIÉRÉS DE PAIEMENT COMPENSATION	EN MILLIARDS DE DH	14	0
PRISE EN CHARGE DU BUTOIR TVA	EN MILLIARDS DE DH	0	5
CHARGE DE COMPENSATION	EN MILLIARDS DE DH	57	15,55
DETTE DU TRÉSOR	EN % DU PIB	59,7	65,9

SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



la participation des femmes dans la population active».

Soutien aux entreprises : Peut mieux faire

Les relations entre le gouvernement et le patronat n'ont pas été roses durant le mandat de Benkirane mais le partenariat scellé a permis d'enregistrer plusieurs points positifs en matière de sou-

tien aux entreprises. L'Exécutif affirme ainsi avoir grandement amélioré le remboursement des impayés des établissements publics et actionné une réforme fiscale alléchante pour l'entreprise grâce à la proportionnalité et la progressivité de l'IS et à la prorogation des délais d'exonération, sans oublier la suppression des indemnités de retard de paiement qui a permis à

l'État de récupérer près de 6 MMDH. Le gouvernement affirme également avoir soutenu la préférence nationale dans les marchés publics accordant près de 80% aux entreprises nationales avec une part de 20% réservés aux PME. Il va falloir certainement attendre le début de la campagne pour connaître l'appréciation des opérateurs économiques dont certaines sorties médiatiques se situent en porte-à-faux avec les arguments du gouvernement. On peut citer, au titre des mesures initiées par l'Exécutif, l'encadrement de la procédure d'admission temporaire (ATD), la TVA sur la marge pour l'industrie agro-alimentaire ainsi que le remboursement du butoir TVA et l'accélération du remboursement des crédits TVA.

Contribution libératoire : Au-delà des objectifs

Le gouvernement a initié, en 2013, une opération de contribution libératoire dont le bilan s'est avéré en deçà des objectifs fixés. Près de 18.973 déclarations d'actifs immobiliers, financiers et en liquidités ont été enregistrées durant l'opération pour une valeur estimée à quelques 27,85 MMDH. L'opération a ainsi permis de collecter plus de 2,3 MMDH sous forme de taxes à la contribution libératoire, qui ont été affectées au Fonds de cohésion sociale, selon le département de l'Économie et des finances. ●

PAR A.Y.B